

En Espagne, la loi sur le consentement sexuel provoque un scandale judiciaire et une polémique gouvernementale

Article rédigé par *Causeur*, le 11 avril 2023

Source [Causeur] : Des violeurs voient leur peine réduite dans le pays, suite à une loi idéologique promulguée par Podemos (extrême gauche).

Ce devait être l'une des lois-phares de la législature qui s'achèvera à la fin de l'année 2023 en Espagne. Ce devait également être un texte fondamental pour la gauche « radicale » d'Unidas Podemos, qui fait partie du gouvernement de coalition avec les socialistes outre-Pyrénées – notamment pour la ministre de l'Égalité, Irene Montero. C'est pourtant un échec lourd de conséquences dont se serait bien passé l'exécutif à la veille d'un cycle électoral qui débutera par le scrutin municipal et régional du 28 mai prochain.

Le grand moment d'Irene Montero

Adoptée de manière définitive au Congrès des députés (chambre basse du Parlement espagnol) en septembre 2022, la Loi organique de Garantie intégrale de la Liberté sexuelle constituait à l'origine un succès pour Irene Montero. Son groupe parlementaire (qui avait besoin d'exister au sein d'une alliance gouvernementale où son agenda se réduisait comme peau de chagrin) défendait bec et ongles cette réforme du code pénal en matière de protection des femmes. Elle était connue depuis un moment dans les médias de notre voisin ibérique comme la loi du « seul un oui est un oui » (*ley del sólo sí es sí*). En effet, elle cherchait à accorder une importance renouvelée au consentement explicite des citoyennes espagnoles dans le domaine des relations sexuelles.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

11/04/2023 01:00